



# Coût du travail Comparaisons internationales



Séance plénière HCFiPS

3 février 2022

---



# Comparaisons internationales en matière de coût du travail



## Précisions méthodologiques

- En première approche, le coût du travail s'apprécie en niveau (euros par heure travaillée)
- Mais un différentiel en euros sur une année N ne permet pas d'apprécier comment la situation des différents pays a évolué par rapport à l'exercice précédent, d'où la nécessité de regarder également l'évolution.
  - On peut alors regarder les taux de croissance annuels du coût du travail, voire les taux de croissance annuelle moyens sur plusieurs années, mais la lecture des graphiques n'est pas la plus aisée
  - On utilise donc souvent des indices, qui permette de représenter plus facilement l'évolution des différents pays; pour autant, se pose la question de l'année de référence (il n'y a pas d'année « zéro »).
  - On part souvent de l'année 2000 car les données sur les exercices précédents sont moins fiables et parcellaires, mais ce choix peut avoir des implications en termes d'interprétation des données
- Par ailleurs, le coût du travail doit également être mis en regard de la productivité apparente du travail, ce qui est fait grâce à l'indicateur du coût salarial unitaire (CSU); la notion même de productivité du travail est toutefois complexe et sujette à conventions
  - La productivité du travail est une moyenne, qui peut être calculée pour chaque secteur d'activité ou pour l'ensemble de l'économie, mais il n'existe pas de calcul de la productivité par niveau de rémunération
- L'interprétation des résultats (qu'il s'agisse du coût du travail, de la productivité, du CSU, en niveau ou en dynamique) peut par ailleurs être influencée par les choix retenus:
  - Mesure par tête ou par heure travaillée?
  - Mesure sur l'ensemble de l'économie ou approches sectorielles?
  - Quels secteurs doivent être regardés? L'industrie, avec ou sans construction? Les services dans leur ensemble, ou les services marchands uniquement?

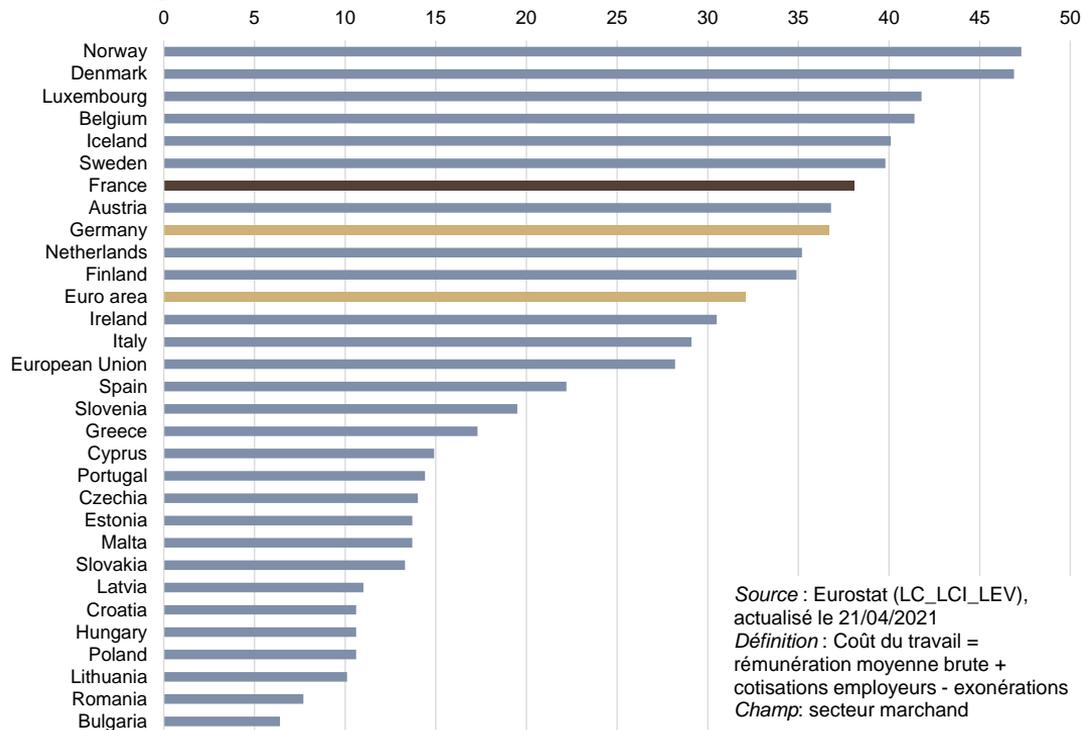


# Un coût moyen du travail en France qui se situait dans la moyenne haute des pays européens en 2020

En 2020, le coût horaire moyen du travail en France était de 38,1€

Ce coût est supérieur à la moyenne de l'Union européenne (28,2€) et de la zone euro (32,1€), mais ces moyennes sont tirées vers le bas par un nombre important de pays (15) dont le coût du travail est inférieur à 20€

Il est légèrement supérieur au coût du travail en Allemagne (36,7€) ou aux Pays-Bas (35,2€), mais inférieur à celui de la Belgique et des pays scandinaves (hormis la Finlande)

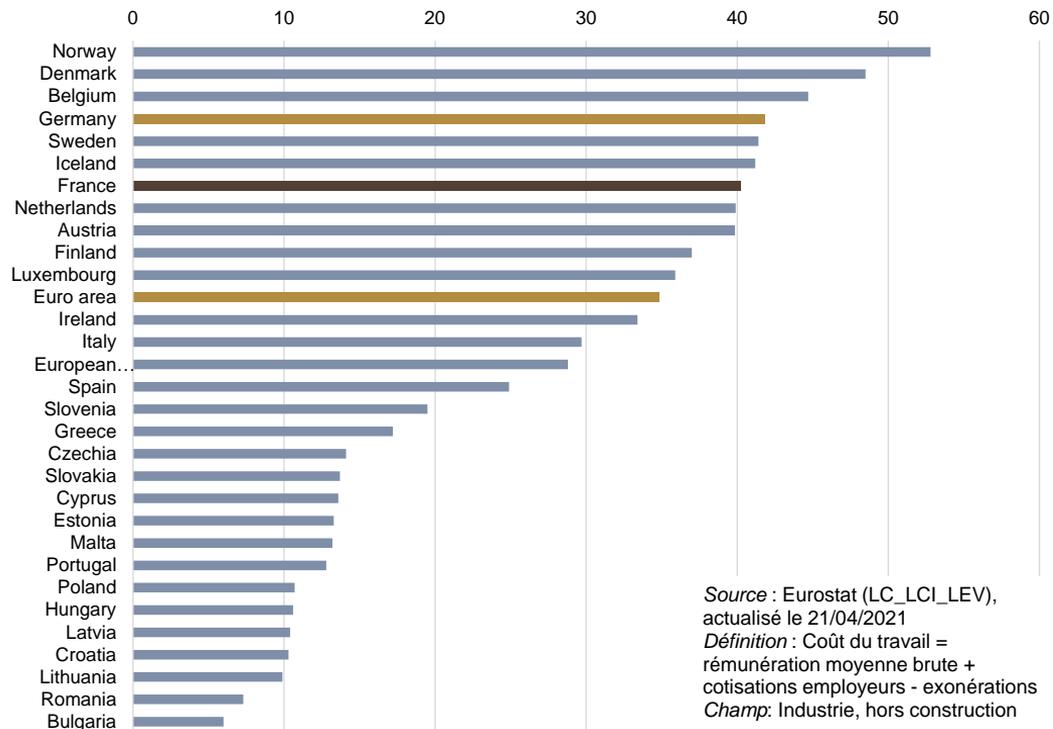




# Un coût moyen du travail en France qui se situait dans la moyenne haute des pays européens en 2020

Le classement est légèrement différent si on regarde uniquement le coût horaire moyen dans l'industrie (hors construction)

La France se trouve alors derrière l'Allemagne



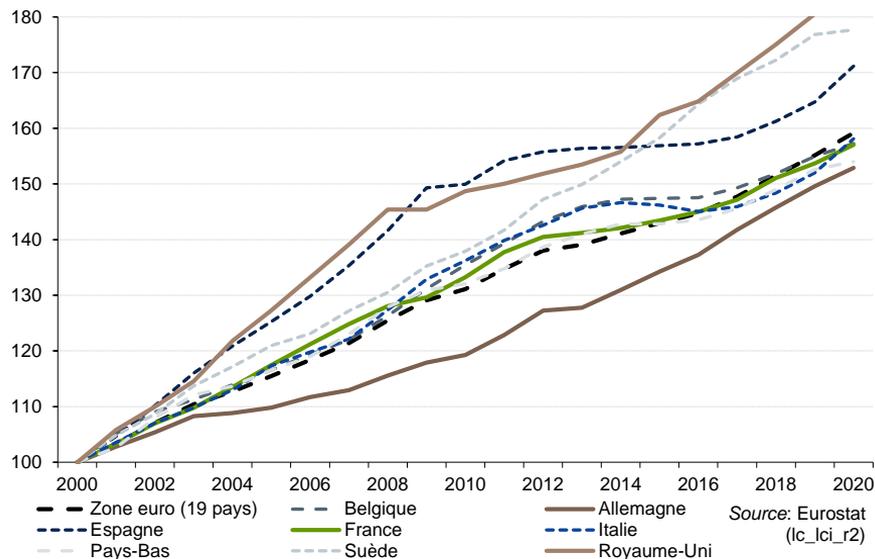
Source : Eurostat (LC\_LCI\_LEV),  
actualisé le 21/04/2021  
Définition : Coût du travail =  
rémunération moyenne brute +  
cotisations employeurs - exonérations  
Champ: Industrie, hors construction



# Un coût du travail en France qui a progressé au même rythme que dans la zone euro, et un écart avec l'Allemagne qui s'est réduit

## Une rupture de tendance en 2012, en France et en Allemagne

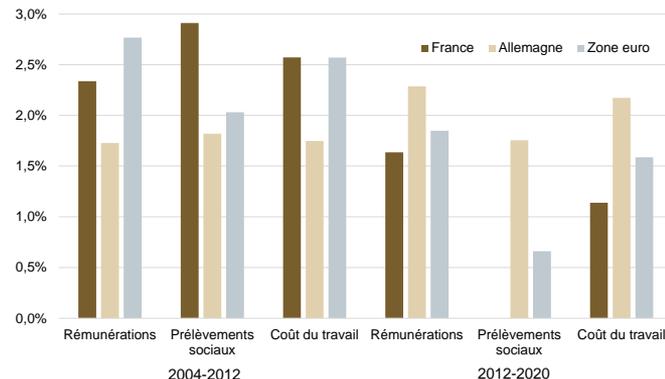
Évolution comparée du coût horaire moyen de la main-d'œuvre depuis 2000 dans les secteurs marchands pour les entreprises de 10 salariés et plus (base 100 en 2000)



## Taux de croissance annuel moyen du coût du travail et de ses composantes entre 2004 et 2020

2004-2012 : une stratégie très spécifique de l'Allemagne (maîtrise du coût du travail, principalement par la modération salariale), les évolutions en matière de coût du travail de la France étant très proches de celles de la zone euro (avec des évolutions différentes de ses deux composantes)

2012-2020 : un « rattrapage » des pays européens, et de la France, par rapport à l'Allemagne, notamment par le biais d'une relative modération salariale; une remarquable stabilité des prélèvements sociaux







# Y a-t-il eu un décrochage de la rémunération moyenne ou du coût du travail moyen par rapport à la productivité ?

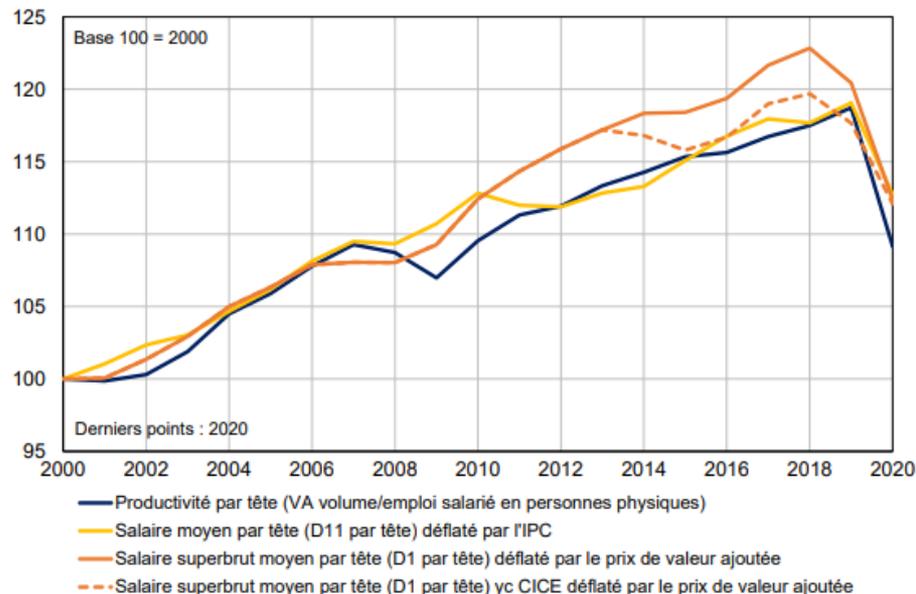
En première analyse, les évolutions de ces différents agrégats sont relativement cohérentes

- Entre 2000 et 2007, des évolutions tout à fait similaires
- Entre 2008 et 2010, durant la crise financière, les salaires et le coût du travail ont continué de progresser, alors que la productivité se stabilisait
- Entre 2011 et 2019, les salaires ont progressé au même rythme que la productivité
- Le coût du travail a en revanche augmenté jusqu'en 2013, avant de se stabiliser jusqu'en 2016 grâce au CICE

Au global, entre 2000 et 2019, le coût du travail, le salaire moyen, et la productivité par tête ont progressé de près de 20 points

Les divergences apparues au fil de ces deux décennies ayant fait l'objet de correction, soit par la modération salariale (2010-2014, 2017-2018), soit par des actions sur les prélèvements (2006-2008, 2013-2016, 2018-2019)

Graphique III.5 : Productivité et salaires réels (BMNA) en France



Sources : INSEE ; calculs : DG Trésor.

Source : Rapport du groupe d'expert sur le SMIC, p. 50



# Y a-t-il eu un décrochage de la rémunération moyenne ou du coût du travail moyen par rapport à la productivité ?

**D'autres indicateurs ou d'autres présentations peuvent néanmoins donner lieu à d'autres interprétations**

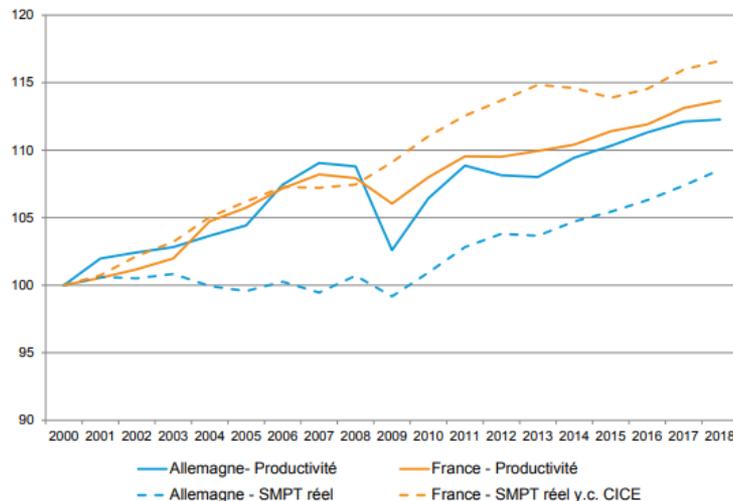
Dans le premier rapport du Conseil national de la productivité (CNP), le graphique ci-contre est présenté

S'agissant de la France, il semble bien y avoir eu un décrochage des rémunérations moyennes par rapport à la productivité après la crise financière, qui n'aurait été que partiellement réduit à partir de 2014

Mais ce graphique met surtout en évidence les stratégies très différentes de la France et de l'Allemagne

Alors que la productivité évoluait à un rythme similaire dans les deux pays, l'Allemagne a procédé à une politique de modération salariale qui a conduit les salaires moyens à stagner entre 2000 et 2010

**Graphique 32 – Évolution des salaires et de la productivité en France et en Allemagne**



Note de lecture : base 100 en 2000.

Source : Eurostat, calculs CNP

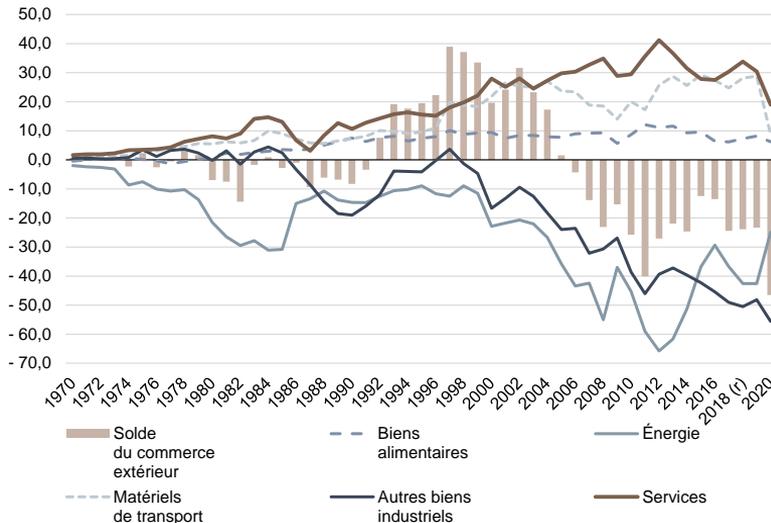
# Questions connexes liées au coût du travail



# L'articulation entre coût du travail et compétitivité

## Le premier rapport du Conseil national de la productivité (avril 2019) présentait en détail la situation de la France en termes de compétitivité

- Une dégradation significative de la balance courante depuis le début des années 2000, principalement liée à une détérioration de la balance commerciale
- Une situation plus dégradée que d'autres pays européens (notamment par rapport à l'Allemagne ou à l'Espagne)
- Des parts de marché qui ont fortement reculé entre 2000 et 2016, en dépit d'une spécialisation géographique et sectorielle plutôt favorable
- La perte de compétitivité semble plus liée à la compétitivité hors prix, notamment depuis la crise de 2009
- La compétitivité pourrait avoir été affectée par les efforts de marge réalisées par les entreprises exportatrices avant 2008, qui pourraient avoir obéré les investissements
- Les évolutions de la compétitivité-coût dépendent elles-mêmes de plusieurs facteurs (niveau d'éducation, adéquation des compétences et des formations, qualité de l'encadrement...)
- Les dernières données disponibles montrent toutefois que la situation s'est dégradée, avec un déficit commercial toujours plus important s'agissant des biens industriels (hors matériel de transport), et dans une moindre mesure, de l'énergie



Source : Insee, comptes nationaux



# L'articulation entre coût du travail et attractivité de l'économie française

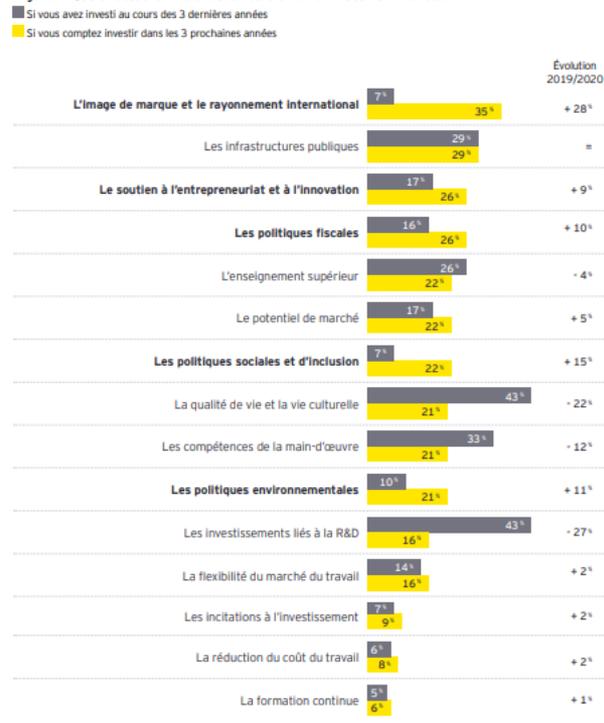
Les résultats du baromètre EY sur l'attractivité de la France semblent positifs

La Direction du Trésor en retient les enseignements suivants:

- La France a accueilli 985 projets d'investissements étrangers en 2020, en baisse de 17,7%. Malgré le contexte difficile, **la France maintient sa 1<sup>ère</sup> place européenne pour tous les types de projets**
- La France est la **1<sup>ère</sup> destination européenne pour les projets manufacturiers depuis plus de 15 ans**
- La forte proportion des projets d'extensions témoigne **d'une confiance constamment renouvelée des investisseurs implantés en France qui réinvestissent régulièrement sur nos territoires**
- **Les investissements étrangers ont créé 30 552 emplois en France, à la 1<sup>ère</sup> place européenne**
- 88% des investisseurs étrangers jugent le plan de relance français au moins aussi performant que les autres, et 44% plus performant
- 56% prévoient de relocaliser des activités en France, dont 18% dans les prochains mois
- 58% estiment que la France peut devenir un leader mondial en matière écologique d'ici 5 ans

L'étude mentionne parmi les points de vigilance évoqués par les investisseurs l'importance de la compétitivité coût, mais la réduction du coût du travail n'est évoquée que rarement parmi les facteurs pouvant influencer les choix d'investissement en France

Fig. 22 : Quels facteurs influencent votre choix d'investir en France...



Source : Enquête auprès de 200 dirigeants internationaux, mars-avril 2021



# L'articulation entre coût du travail et salaire minimum

## Ce sujet est examiné en détail dans le rapport du groupe d'expert sur le SMIC

Il peut être intéressant de comparer le niveau des salaires minimums en Europe en 2020

- Le SMIC français en 2020 était relativement proche de celui d'autres pays européens avancés (Allemagne, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas)
- Depuis 2010, la croissance du SMIC apparaît plus modérée que dans l'essentiel des pays examinés, comme c'est également le cas des pays mentionnés
- L'Allemagne a instauré un SMIC seulement depuis 2015
- Les pays d'Europe de l'Est se caractérisent par des salaires minimums beaucoup plus faibles, mais en forte croissance depuis 2010
- Enfin, certains pays n'ont toujours pas de salaire minimum (Italie, Suède, Danemark...)

Salaires minimums, janvier 2010 et janvier 2020  
(en EUR par mois et en %)

